

# **Second United Nations Conference on the Law of the Sea**

Geneva, Switzerland  
17 March – 26 April 1960

## **4<sup>th</sup> meeting**

Extract from the *Official Records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea (Committee of the Whole – Verbatim Records of the General Debate)*

Fourth Meeting

Thursday, 24 March 1960, at 10.45 a.m.

M. PETREN (Suède) : Tout d'abord, en m'associant à mes collègues qui ont déjà pris la parole, je tiens à vous féliciter, au nom de la délégation suédoise, et à vous dire combien est grande notre satisfaction de vous voir présider cette Commission. Je tiens également à féliciter notre Vice-Président et notre Rapporteur. Dans la composition du bureau de la Commission, je vois une garantie de succès de nos travaux.

Si la délégation suédoise prend la parole déjà, à ce stade plutôt préliminaire du débat, c'est, en premier lieu, pour rappeler très brièvement qu'il y a bien des Etats qui ne sont aucunement prêts à accepter l'idée, développée déjà par plusieurs orateurs, selon laquelle il faut maintenant reconnaître une limite de douze milles marins pour les eaux territoriales ou pour des zones contiguës, où l'Etat riverain aurait un droit de pêche exclusif. Pendant la Conférence précédente, ma délégation a expliqué les raisons d'ordre aussi bien juridique que pratique pour lesquelles la Suède a dû prendre cette position. Je ne veux pas maintenant trop revenir sur cette argumentation qui me paraît toujours valable, mais je tiens à rappeler au moins ce point de vue primordial qu'en abordant la question de la largeur de la mer territoriale et celle des zones de pêche, il faut prendre comme point de départ l'état du droit actuel et, à cet égard, la Commission du droit international, contrairement à ce qui est quelquefois prétendu, n'est pas arrivée à la conclusion que le droit international actuel permet l'extension de la mer territoriale à douze milles. Ce qu'a dit la Commission dans l'article 3 de son rapport 1/, c'est qu'une extension au-delà de douze milles n'est certainement pas permise. Mais, en ce qui concerne la largeur de la mer territoriale en deça de cette limite, la Commission n'a pas pu arriver à une conclusion en vue des opinions divergentes.

L'opinion du Gouvernement suédois à ce sujet est que la pratique internationale, d'une manière générale, ne consacre pas de limites d'eaux territoriales allant au-delà de six milles. Il est bien vrai que tout récemment une série d'Etats ont proclamé l'extension de leur mer territoriale à douze milles. Mais ces revendications, loin d'être reconnues par la communauté internationale, ont régulièrement déclenché une suite de protestations de la part de nombreux Etats. La situation juridique des eaux ainsi contestées n'est donc aucunement identique à celle des eaux territoriales moins larges, revendiquées depuis longtemps et ne faisant pas l'objet de disputes. De telles actions unilatérales par lesquelles des Etats riverains s'approprient de vastes étendues d'eau se heurtent au grand principe fondamental de la liberté de la mer, qui ne permet pas qu'un Etat, sans le consentement des autres Etats intéressés, transforme en eaux territoriales des étendues d'eau ayant été considérées jusqu'ici comme faisant partie de la mer libre.

---

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, onzième session, Supplément No 9, par. 33.

S'il faut en croire la thèse opposée à la nôtre, il suffirait que l'intérêt d'un Etat riverain lui commande de procéder à une telle extension de ses eaux territoriales par action unilatérale, pour que cette extension devienne de droit. L'existence de l'intérêt - et, notez bien, de l'intérêt tel que le définit l'Etat en question lui-même - équivaudrait donc à celle d'un droit. Mais au cas où ce droit serait hautement préjudiciable aux intérêts d'un ou de plusieurs autres Etats? Je pourrais citer comme exemple le cas d'un autre Etat dont les pêcheurs, depuis des temps immémoriaux, ont gagné leur vie en jetant leurs filets dans les eaux en question. Si une telle philosophie était généralement appliquée dans les relations internationales, elle pourrait évidemment avoir des effets tout à fait curieux et fort peu souhaitables.

Toutefois, ma délégation se rend bien compte de ce que le droit, dans ce domaine comme ailleurs, doit pouvoir évoluer pour répondre à des conditions changées et à des intérêts légitimes nouveaux. Mais nous pensons également qu'une telle évolution devrait respecter les principes de droit fondamentaux et se faire moyennant l'accord d'un nombre d'Etats le plus grand possible. C'est pourquoi ma délégation est d'avis qu'il faut procéder ici avec beaucoup de prudence pour ne pas mettre en péril le résultat de la Conférence.

En partant de telles considérations, ma délégation proposa, lors de la précédente Conférence, que la largeur de la mer territoriale serait fixée par l'Etat riverain mais qu'elle ne saurait dépasser six milles marins 2/. Une telle solution comporterait déjà un sacrifice considérable de la part des Etats qui, jusqu'ici, n'ont été prêts à reconnaître que des eaux territoriales moins larges, notamment de trois milles ou de quatre milles. Aller au-delà de six milles endommagerait trop, aux yeux de ma délégation, les intérêts de la grande communauté internationale, par exemple en matière de navigation.

En ce qui concerne les zones de pêche, conception nouvelle dans le droit international, le Gouvernement suédois n'a pas été convaincu de la nécessité de créer de telles zones avec des droits de pêche exclusifs, réservées aux Etats riverains.

La Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer 3/, adoptée à la Conférence précédente, contient une série de dispositions visant la protection et la conservation des stocks de poisson et des autres ressources biologiques de la haute mer. Cette Convention a également reconnu et pris en considération l'intérêt spécial qu'a l'Etat riverain au maintien de la productivité des ressources biologiques dans tout ou partie de la haute mer adjacente à sa mer territoriale. En outre, il y a lieu de rappeler la résolution de la même Conférence sur la situation des pays ou territoires dont la population est essentiellement tributaire des pêcheries côtières pour sa subsistance ou son développement économique, ainsi que sur la situation des pays dont la population côtière tire

---

2/ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. III, annexes, document A/CONF.13/C.1/L.4.

3/ Ibid., vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.54.

principalement du produit des pêcheries côtières les protéines animales de son alimentation et dont les méthodes de pêche sont essentiellement limitées à la pêche locale, au moyen de petites embarcations 4/.

Cette résolution recommande le respect des besoins prioritaires de l'Etat riverain, résultant de sa dépendance à l'égard des pêcheries en cause, compte tenu des intérêts des autres Etats.

Ma délégation se permet de croire que par une application adéquate de cette Convention et de cette résolution, les intérêts légitimes des Etats riverains devraient pouvoir être suffisamment sauvegardés. Au moins la preuve du contraire ne nous paraît pas encore établie. Il ne faut en tout cas pas perdre de vue maintenant les deux instruments adoptés par la première Conférence. Ces textes nous paraissent très judicieux et l'on devrait pouvoir en faire un très bon usage. La résolution, notamment, est rédigée d'une manière assez souple pour permettre, dans les situations qu'elle vise, de pousser très loin la sauvegarde des intérêts de l'Etat riverain au-delà de ses eaux territoriales. Le principe de la priorité de ses intérêts est, en tout cas, reconnu. Sans doute, qu'il s'agisse d'appliquer la Convention ou la résolution, il faudra, dans chaque cas individuel, que les parties intéressées se mettent autour d'une table de conférence pour élaborer encore une fois quelque chose de plus précis, comme il est prévu dans les deux instruments en question. Cela, à nos yeux, serait beaucoup plus sage que d'insister à notre Conférence actuelle sur des solutions générales et rigides qui ne sauraient tenir compte des circonstances individuelles de chaque Etat riverain.

Ce n'est de plus qu'à titre de compromis que, lors de la précédente Conférence, ma délégation a voté en faveur de la proposition des Etats-Unis comportant la reconnaissance de telles zones de pêche, mais où, toutefois, les droits acquis des Etats autres que les droits de l'Etat riverain seraient maintenus 5/. Ce projet de résolution n'ayant pas obtenu la majorité requise des deux tiers, la Suède s'est trouvée libre de reprendre sa position de principe.

Monsieur le Président, j'ai essayé ainsi de définir dès maintenant, le plus brièvement possible, la position du Gouvernement suédois par rapport aux questions qui nous occupent.

---

4/ Documents officiels de la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.56, résolution VI.

5/ Ibid., vol. II, 14ème séance plénière, par. 60, et annexes, document A/CONF.13/L.29.

Mr. DEAN (United States of America): As the representative of the United States of America, I would like to extend my Government's congratulations to the Chairman, the representative of Ecuador; the Vice-Chairman, the representative of Denmark; and the Rapporteur, the representative of Romania, on their election and to express my pleasure at working with such distinguished colleagues. It is an augury of our success.

You will recall that our friendly efforts to reach agreement on the breadth of the territorial sea and fishery limits did not terminate in 1958 because the possibilities for agreement had been exhausted.

Rather, it is more accurate to say that our labours had not attained success within the period of time that had been allotted for that Conference. Despite the very large area of agreement reached, contained in conventions on the territorial sea and contiguous zone, the high seas, the continental shelf and fisheries and the optional protocol which were adopted at that Conference, we were compelled to adjourn for lack of further time with the work partly unfinished.

In so doing, we recommended to the General Assembly that it consider summoning a second conference to be devoted exclusively to these two issues: the breadth of the territorial sea and the fishing limits. 6/

Since my Government believes agreement on these two questions is intrinsically a matter of the utmost importance, and can be reached if countries will be guided by a spirit of compromise, it supported in the General Assembly, together with a number of other Governments, the resolution to convene a second conference at an early date.

I should like for a moment to remark on two of the many reasons why my Government feels agreement on these two issues is so important.

In the first place, so long as they remain unsettled and in dispute, the work of the 1958 Conference, though most substantial and impressive in itself, remains incomplete.

The law of the sea will not generally be considered to have become a subject of international accord while the question of the reach of coastal State sovereignty over waters adjacent to its coasts is still unresolved.

Broadly speaking, the very purpose of our meeting here in 1958 - to promote the progressive development and codification of international law - will remain unfulfilled if this crucial work is left unfinished.

In addition to this principle and this aspiration which have caused us to be convened here again, it must also be acknowledged that the absence of international agreement on the matters before this Conference has, in recent years,

---

6/ Ibid., vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.56, resolution VIII.

begun seriously to disturb the previously amicable relations among countries with regard to the law, and therefore the beneficial use, of the sea.

I think I need not enumerate for you here instances where relations between countries have been severely strained or impaired by disputes arising out of a lack of clarity in this aspect of the law of the sea. Nor need I discuss in detail the grave risk which lies ahead for all of us if international law in this respect remains uncertain.

I would like merely to emphasize - indeed I believe it cannot be too often emphasized - that a failure to reach agreement on these two issues at this Conference would be a serious and unfortunate mistake.

Approaching this second Conference, as my Government does, as a resumption of our previous friendly deliberations, it would seem most appropriate for us to continue our efforts at reaching a satisfactory compromise at the point where we left off.

There are many countries, including my own, with preferred solutions to the issues before us. But in order to obtain agreement here, we and they must refrain from pressing our preferred solutions. The solution preferred by the United States, which we believe to be in the interests of all nations, large and small, to the question of the width of the territorial sea is a width of three miles, and no more. The United States prefers that there be no exclusive fishing jurisdiction beyond a three-mile limit.

Efforts to maintain and maximize fishery production, a highly desirable objective, have, we believe, little to do with arbitrary lines drawn by men in or on the ocean, and such efforts can be realized more effectively through realistic conservation agreements between the parties. Indeed, in many cases the drawing of such lines by men would complicate conservation efforts.

The position of the United States concerning the breadth of the territorial sea has been historically determined by its acceptance of the doctrine of freedom of the seas. There is no doctrine of international law more fundamental than the principle that the high seas are res communis, or the common property of all, and that no part of them can be unilaterally appropriated by any State to its own use without the concurrence of other States.

The United States is convinced that a three-mile limit has served well the needs and interests of the international community. Thomas Jefferson, as our Secretary of State, chose this limit for us as a new nation in 1791, when we were small and economically powerless. This is still the limit which would most perfectly serve all nations today, in our opinion.

Let me turn from the general to the more precise for a moment:

Consider, for example, some of the consequences to navigation, position determination, and anchoring of vessels when the territorial sea is extended

and vessels either choose or are obliged to stay at a certain distance from shore. At a distance of three nautical miles from shore, the height of the navigator's eye need be only 7-1/2 feet above the water level to see the shoreline. But at a distance of twelve miles, the navigator's eye would have to be 110 feet above the water level, a height rarely prevailing on commercial or fishing vessels. With a standard height of eye of say fifteen feet above the water level, any aid to navigation placed on shore would have to be at least forty-four feet high under ideal conditions in order to be seen at a distance of twelve miles.

In actual practice, of course, this visibility would be reduced by adverse meteorological conditions so that the navigational structures would have to be at an even higher elevation than theory indicates.

Methods used in ordinary navigation, such as bow-and-beam bearings, cross-bearings, and the like, on distant lights, would no longer suffice. At a distance of three miles, the navigator could use many of the charted landmarks, such as tanks, water towers, etc., for accurate position fixing, whereas at twelve miles these would no longer be visible. The so-called international lights - defined by the International Hydrographic Conference of 1947 as those lights of international interest 7/ - would probably be found to be spaced too far apart to be of value for accurate position determination by fishermen. For example, along the Atlantic coast of the United States these lights are spaced thirteen to twenty-eight miles apart for the upper portion of the Atlantic coast and fifty-one miles for the lower portion. The visibility averages from ten to twenty-one miles. Secondary systems of lights and buoys are closer spaced but do not have the visibility of the international lights. Indeed, it is estimated that only 20 per cent of the world's lighthouses have a range of twelve miles or more. Therefore, it is conceivable, as a result of going to twelve miles, that a nation's entire system of aids to navigation might have to be completely reconstituted - perhaps replaced by an entirely new electronic system - to meet the new conditions imposed by an extension of the territorial limits to twelve miles.

Further, off most of the coasts of the world, except off those which have a shallow continental shelf, at a distance of twelve nautical miles from the low water mark of the coastal State it is often possible to encounter depths of 700 fathoms, or approximately 1,800 feet.

Generally speaking, the length of a ship's anchor chain, in order to allow for rises and falls in tides or the occurrence of high winds, must be a minimum of three times the depth at the proposed anchorage. The weight of such a chain and its corresponding anchor would be impossible for the ordinary merchant or fishing ship to carry. Consequently at the depths found twelve miles off most of the coasts of the world, most merchant ships of the world, not to mention fishing vessels, would find it most difficult, to say the least, to anchor.

---

7/ International Hydrographic Bureau, Report of the Proceedings of the Fifth International Hydrographic Conference held at Monaco, 22nd April-5th May 1947, p. 233.

Let me return to my general argument. It has been argued that a three-mile limit favours the maritime nations more than other nations currently less active on the seas. In some limited or narrow sense this might perchance be true. But the interests of nations should not be measured in terms of their degree of maritime development at a particular moment. It is only through maintaining maximum freedom of the seas that all nations can use the high seas to the fullest in the course of their development. Such a principle permits the cheapest and most economical form of transportation by sea and air since it permits the most direct and efficient routes to be employed.

It will be remembered that no nation exists which does not rely upon merchant shipping to bring to it the things it needs and to take to world markets the commodities it sells. Hence, by helping to keep down the costs of carrying, benefits are extended to all nations.

I find it hard to believe that logic and the basic self-interest of nations, large and small, maritime and not yet maritime, fishing and not yet fishing, do not weigh heavily on the side of continuing to maintain the traditional three-mile limit. The United States adheres now, has always adhered, to this limit, and for this reason shall continue to do so, if, Heaven forbid, there is no agreement reached here.

In this connexion, it should be noted that the International Law Commission, at its eighth annual session, did not imply that any distance of territorial sea beyond three miles was authorized under international law. To quote its distinguished Rapporteur, Professor François, who is here today, he stated at the twenty-first meeting of the First Committee of the last Conference on 19 March 1958:

"Article 3 of the (ILC) draft, on the breadth of the territorial sea, has been construed in various ways. According to some delegations, the Commission's view was that international law allows the breadth of the territorial sea to be fixed up to a twelve-mile limit. That interpretation, however, is not what the Commission intended. The Commission mentions it in paragraph 5 of its commentary: 'Another opinion was that the Commission should recognize that international practice was not uniform as regards limitation of the territorial sea to three miles, but would not authorize an extension of the territorial sea beyond twelve miles. On the other hand, every State would have the right to extend its jurisdiction up to twelve miles.' That is exactly what those delegations say. But the commentary continues, in paragraph 6: 'None of these proposals managed to secure a majority.' So the Commission has set its face firmly against claims to fix the breadth at over twelve miles. It refrains, however, from declaring that a breadth fixed between three and twelve miles is lawful or unlawful; it expresses no opinion on that point. The commentary plainly says so: '... the Commission was unable to take a decision on the subject, and expressed the opinion that the questions should be decided by



an international conference.' I do not think anyone could maintain that this statement is ambiguous." 8/

Now, I make these remarks here today, as I indicated a moment ago, not with the intent of denying the willingness of my Government at great sacrifice to attempt to find a new rule, if others will also accept it, but only to remind you of the reluctance with which my Government has concluded that a proposal for a territorial sea wider than three miles ought, under the circumstances, to be advanced or supported by the United States in the interest of attaining agreement at this Conference.

Such a proposal for a wider territorial sea was advanced by the United States delegation at the 1958 Conference. 9/ In a far-reaching departure from traditional United States practice, my Government proposed at the 1958 Conference agreement on a six-mile territorial sea coupled with an additional six-mile fishery zone under the jurisdiction of the coastal State, in which additional zone unlimited fishing by other States which had previously fished there might continue.

This proposal came closer than any other to adoption by the Conference. It came close to adoption, I believe, because it was generally felt to be an honest and a serious effort to reach a compromise on these particular issues at that Conference.

In 1958, a proposal for a straight twelve-mile limit for the territorial sea, which was not, of course, in any sense a compromise, was rejected by a large majority. 10/

Of the other proposals introduced at the first Conference, one would have permitted each State to determine its breadth of territorial sea between the distances of three to twelve miles. Such a proposal is again before us as the Soviet proposal. 11/ If, by virtue of this apparent element of option - three to twelve miles - in the width of the territorial sea, such a proposal would seem to be a compromise, let me point out at once why this is not so.

Rather than provide a basis for the exponents of a twelve-mile versus a three-mile territorial sea to accommodate their positions each toward the other's, on the contrary under such a regime of international law those nations basically preferring the narrowest limit of territorial sea would, in practice, find themselves discriminated against and would find it exceedingly difficult in everyday life to adhere to such a narrow limit.

---

8/ Ibid., vol. III, 21st meeting, annex, para. 18.

9/ Ibid., vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.29.

10/ Ibid., vol. III, annexes, document A/CONF.13/C.1/L.82, and 57th meeting, para. 4.

11/ Official records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.1.

Some States might, to avoid the expense and inconvenience of supervising, policing, patrolling or reporting wrecks in a greater limit of the territorial sea, choose a narrower limit. But once many had chosen the maximum possible limit, others would feel constrained to claim it also.

A twelve-mile territorial sea regime, whether by permitted option or otherwise, would be extremely prejudicial, my delegation and Government are convinced, to the interests of the vast majority of the nations of the world. The reasons are numerous and diverse. Some of them I have already touched on.

In addition, an extension of the territorial sea to twelve miles, even taking into account the provisions of article 12 of the Convention on the Territorial Sea and the Contiguous Zone 12/ with respect to median lines of opposite or adjacent coastal States, would cause most of the maritime highways of the world, the safety lanes of the world, to fall in part within territorial waters.

The ultimate consequences of this to navigation and commerce are a cause for our mutual anxiety. Also of concern are the consequences such an extended reach of national sovereignty over the sea would inflict upon the absolute rights of transit of surface vessels through and aircraft over a hundred important international straits now a part of the high seas. Indeed, as you know, in the absence of a treaty or bilateral agreement, there is no right of aircraft to over-fly straits not themselves part of the high seas and the rights of passage are altered in character; they are no longer absolute as they are on the high seas.

The United States considered proposing a six-mile territorial sea in 1958 to be such a significant departure from the traditional three-mile limit, for these reasons alone, that my Government cannot foresee that any proposal for an extension of the breadth of the territorial sea beyond six miles in the interests of all nations would be favourably entertained at this Conference. A six-mile territorial sea we consider to be a most genuine concession toward international agreement, and anything beyond to be a regime contrary to the best interests of all nations, large and small.

A third proposal offered at the 1958 Conference would have provided for a territorial sea of six miles coupled with a six-mile contiguous fishing zone in which the coastal State would have exclusive fishing jurisdiction; 13/ that is, fishing rights of other States in the outer six miles of high seas, no matter how long exercised, would be summarily extinguished.

Such a proposal had then, and it has now, appeal to certain coastal States desiring twelve miles of exclusive fishing jurisdiction. To these coastal States, this proposal appears to be a reasonable compromise, despite the fact that its fishery provisions are confiscatory of the existing rights of foreign fishing States on the high seas.

---

12/ Official records of the United Nations Conference on the Law of the Sea, vol. II, annexes, document A/CONF.13/L.52.

13/ Ibid., vol. III, annexes, document A/CONF.13/C.1/L.77/Rev.3.

A substantial number of nations would be seriously affected by twelve miles of exclusive jurisdiction over fisheries with no recognition of the rights of those who now fish there. For the most part, these are countries which have fished in the high seas areas concerned not only for years, but for generations, and even for centuries. Many are small countries to which the fishing and the source of diet which would be lost under such a rule are vital. In many cases it is the livelihood of ordinary fishermen and the diet of ordinary folk that would be destroyed. Does this seem equitable? On the contrary, it seems only fair that, where fishing practices have previously been carried on in the high seas area of increased fishing jurisdiction, this should be taken into account in formulating any rule on the coastal State's increased fishing jurisdiction.

Because of the truly serious effect a proposal in this form would have had on important United States fisheries, and its even greater and far more serious impact on the fisheries of other countries, the United States did not support this proposal in 1958.

With respect to the compromise proposal of the United States in 1958, 14/ a number of countries objected to the absence of any limitations against future expansion of foreign fishing in the proposed outer six-mile zone. Some felt that without such a limitation foreign fishing interests were given an unreasonable advantage, though other, undeveloped, States questioned the need for this limitation.

Unfortunately, the time remaining at the 1958 Conference after proceedings had reached this stage of development did not allow a satisfactory solution to this problem.

Since the conclusion of the 1958 Conference, and particularly since the adoption by the General Assembly of the resolution calling for the present Conference, 15/ the United States has endeavoured to work out a solution to the problems created in limiting foreign fishing in the outer six-mile zone.

There has been much careful study of this matter by fishing experts, including a great deal of consultation with other countries. As a result, my Government has concluded that some such limitation in the outer six-mile zone is practicable.

My Government accordingly plans at this Conference to propose its 1958 formula with this important proviso incorporated. My delegation sincerely hopes that the Governments represented here will accept this proposal in the interests of a fair compromise.

Briefly, the proposal, as modified, would have the following features:

- (1) A maximum six-mile territorial sea.

---

14/ Ibid., vol. III, annexes, document A/CONF.13/C.1/L.159/Rev. 2.

15/ General Assembly resolution 1307 (XIII) of 10 December 1958.

(2) A six-mile contiguous fishing zone so that the coastal State has fishing jurisdiction over a twelve-mile contiguous zone, measured from the same baseline as that from which the territorial sea is measured.

(3) A fishing State may continue to fish in the outer six miles for the same groups of species of fish and at the same annual level of fishing as its vessels have done in the outer six-mile zone during a base period of five years commencing 1 January 1953 and ending 1 January 1958.

(4) If there is a dispute between the coastal State and the fishing State, its right to continue to fish is on the fishing State, and, if not otherwise agreed between the parties, the facts may be referred to a commission which must hand down its decision within five months. 16/

The United States believes a proposal on these lines to be a practicable and reasonable compromise, one on which both the coastal and the fishing States should find it possible to agree.

In effect, it would give coastal States additional and undisputed exclusive fishing jurisdiction in a three-to-six-mile zone off the coast, plus fishing jurisdiction in a further, contiguous nine or six miles of high seas or a maximum of twelve, subject only to such foreign fishing in the outer six-mile zone as was carried on in a base period. There could be no increase in such foreign fishing above the level of the base period, thus reserving for the coastal State all increased productivity in this area.

It should be noted that under the terms of this formula States would, in practical effect, require exclusive jurisdiction over fishing in the outer six-mile zone if there were little or no foreign fishing in this zone off their coasts during the base period of five years. In fact, this is a situation we believe exists in most of the countries of the world.

This proposal is being placed before the Conference without any pride of authorship - or, indeed, without any pride of opinion - in the hope that it will command the widest possible support and provide the way to a successful Conference.

I would point out that our proposal does not attempt to deal with exceptional situations in which the economy of a State is overwhelmingly dependent on its coastal fisheries. My Government recognizes that such situations exist and create problems to which the Conference should give sympathetic and careful consideration.

While the United States has no specific proposal to make on this last subject, my delegation is anxious to be helpful and is prepared to discuss with other delegations the matter of special treatment in the outer six-mile zone for such special situations and to entertain suitable proposals that might be made to deal with it.

---

16/ Official records of the Second United Nations Conference on the Law of the Sea, annexes, document A/CONF.19/C.1/L.3.

Members of the United States delegation are prepared to discuss the terms of the above-outlined United States proposal with you, to answer questions on it and to receive with understanding and interest the views of all countries and their suggestions.

Sr. MORENO (Panamá): Mi delegación celebra que esta Conferencia haya tenido el acierto de elegirnos para presidir nuestras deliberaciones. En el honor que se os ha conferido es preciso ver una distinción para la América Latina de la que sois uno de sus hombres representativos y un reconocimiento de la contribución de vuestra patria al derecho internacional y de la labor inteligente y digna que habéis realizado vos mismo como su representante en distintos foros internacionales. Complacido os hago llegar en estos momentos las felicitaciones del Gobierno panameño, de su delegación a esta Conferencia y las mías personales junto con los votos por el éxito de vuestro mandato.

Me corresponde el honor de ocupar esta tribuna como Ministro de Relaciones Exteriores y Presidente de la delegación de mi país para exponer en este debate general, en términos sucintos, la posición de la República de Panamá ante los puntos del programa que ha de estudiar esta Conferencia de Plenipotenciarios.

Al llegar aquí nos vemos obligados a reflexionar sobre las consecuencias que esta reunión de plenipotenciarios, de juristas y técnicos en las materias que vamos a tratar tendrá para la convivencia amistosa de los pueblos. Sus alcances han de ir más allá del acuerdo que pueda lograrse sobre las materias que dejó pendientes la primera Conferencia reunida en este mismo lugar hace dos años. Como aparece expresado en las recomendaciones de la Sexta Comisión a la Asamblea General de las Naciones Unidas sobre la convocación de esta segunda Conferencia y luego se afirma en la resolución 1307 (XIII) aprobada en diciembre de 1958, un acuerdo sobre los temas vitales de la anchura del mar territorial y los límites de las pesquerías contribuiría sobre manera a aliviar tiranteces internacionales y a preservar el orden y la paz en el mundo.

Se trata de hallar la solución de dos problemas que afectan profundamente la vida económica de los pueblos, con miras a preservar el orden y la paz en el mundo. Porque la paz no podrá asegurarse si no se conquista el bienestar económico en su acepción universal. La paz ha de estar hoy más que nunca revestida de la seguridad económica.

Bajo esta luz clarísima debemos examinar los temas que forman el orden del día de esta Conferencia. El establecimiento de la anchura del mar territorial y de los límites de las pesquerías por parte de los Estados obedece esencialmente a la defensa que les corresponde hacer del derecho más elemental de los pueblos, sobre todo de los pueblos con economías incipientes: el derecho a la vida, a una vida digna mediante el disfrute, en forma justa, de los recursos naturales a su disposición, mediante el desarrollo de sus economías y el mejoramiento de las condiciones de vida de sus nacionales.

Panamá tiene su existencia vinculada al mar. El nombre de la República, que según las crónicas de la conquista quiere decir "abundancia de peces", nos dice lo que el mar significa para la vida económica de mi país. De escasa extensión territorial, la República de Panamá puede hacer gala de su extenso litoral marítimo que por un privilegio de la naturaleza se extiende ante dos océanos. El mar es así nuestra mayor fuente natural de riqueza, en su acepción económica; lo es por los vastos recursos vivos que nos ofrece y que es preciso que defendamos, y por

la vía interoceánica enclavada en nuestro territorio. La economía panameña, en proceso constante de evolución, es posible que dependa cada día más de la explotación científica y ordenada de los recursos que le ofrece el mar. Corresponde entonces al Estado panameño velar por la conservación y aprovechamiento adecuado de los bienes que la naturaleza ha puesto a su alcance y sobre los cuales tiene todos los derechos inherentes a su condición de soberano.

Con respecto al régimen de las pesquerías, considera mi delegación que en términos generales la Convención sobre Pesca y Conservación de los Recursos Vivos del Mar, aprobada en este mismo lugar el 26 de abril de 1958 17/, contempla y resuelve, en lo substancial, los problemas derivados de la pesca en zonas de la alta mar de aquellas especies en cuya conservación pueda tener un interés especial el Estado ribereño, a la vez que establece la necesidad de adoptar **ciertas** medidas para asegurar el rendimiento máximo constante de todas las reservas. Se reconoce con claridad en dicha Convención el interés especial del Estado ribereño, que fuera ya proclamado en la Conferencia Técnica Internacional para la Conservación de los Recursos Vivos del Mar, que tuvo por sede Roma en abril de 1955, y se establece asimismo una serie de disposiciones para reglamentar las capturas, incluso unilateralmente. Fija, además, el instrumento a que hago referencia el procedimiento necesario para solucionar las controversias que pudieran suscitarse. Puede decirse que la Convención antes citada constituye un paso sustancial en cuanto se refiere al ordenamiento jurídico del régimen de las pesquerías.

En lo que concierne a la anchura del mar territorial, la delegación de Panamá confía en que la posición que haya de adoptar esta Conferencia se ajustará plenamente a la realidad histórica del momento. Para una conferencia reunida en 1960, no pueden regir en esta materia consideraciones de orden puramente materiales, de seguridad o defensa. Deben prevalecer aquí, acordes con el mundo que vivimos, razones de carácter económico, social y de salud pública, que abarquen un criterio más universal. No hay que olvidar que las normas de derecho, nacional o internacional, no pueden elaborarse de espaldas a la verdad; y la verdad, en todo caso, no es otra cosa que la realidad.

Y la realidad que debemos tener presente, señor Presidente, ha de ser la evolución sufrida por el concepto que rigió antiguamente el establecimiento de la anchura del mar territorial por parte de los Estados. Vuelvo a insistir en que los límites del concepto de "seguridad nacional" se han abierto para incluir los aspectos más amplios y de mayor fuerza vital, como son los que afectan al progreso económico y social de los pueblos.

El derecho, señor Presidente, es ciencia en evolución. En este mundo de constante ajeteo económico, en una sociedad como la nuestra, consciente de que la paz del mundo depende del reconocimiento y del respeto a los derechos de los pueblos a procurarse cada día mejores condiciones de vida, no puede resultar

---

17/ Documentos oficiales de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, vol. II, anexos, documento A/CONF.13/L.54.

aceptable la defensa de conceptos contrarios a esta evolución. La realidad que acabamos de apuntar explica, en cambio, la decisión de muchos Estados de ensanchar los límites de su mar territorial, teniendo en cuenta la necesidad de proteger en forma adecuada una serie de intereses que son el resultado del desarrollo económico y del crecimiento demográfico vertiginoso que viene registrándose en todos los países.

No creemos, señor Presidente, que pueda encontrar acogida un pronunciamiento de esta Conferencia sobre la extensión de las aguas territoriales, en términos rígidos y menos la consagración como norma de derecho de fórmulas anacrónicas como la de tres millas ya abandonada por muchos Estados.

Cabe a cada Estado, por su condición de soberano, establecer la amplitud de su mar territorial de acuerdo con sus necesidades. Se trata de una facultad inherente a su soberanía a la cual no tiene por qué renunciar mientras no exista norma alguna consagrada en un instrumento multilateral del cual sea parte, obligatorio para todos y aceptado universalmente.

El derecho no es un cuerpo muerto y las normas del derecho consuetudinario van cediendo su paso a otras nuevas medidas cuando se modifican o desaparecen las causas que le dieron vigencia. Es así que, como consecuencia de prácticas generalizadas, basadas en realidades innegables, la doctrina hoy anacrónica de las tres millas ha evolucionado hacia el reconocimiento de que el Derecho Internacional acepta la extensión de hasta doce millas náuticas como anchura máxima y legítima del mar territorial.

Vale la pena tener presente que la misma doctrina de las tres millas, ya caduca, no tuvo nunca como base un tratado internacional multilateral de alcances universales, sino que logró operar únicamente por la costumbre internacional. Como tal, esa doctrina tenía que estar sujeta a un natural proceso de evolución fundado primordialmente en realidades científicas, políticas, económicas, militares y de otro orden, las cuales, si bien pudieron servirle de base en sus orígenes, no podían seguir siéndolo con el correr del tiempo, sino que, muy por el contrario, habían de llegar a ser antagónicas a la citada doctrina de las tres millas.

El Gobierno de Panamá conviene en que, no por el hecho de que haya degenerado en doctrina caduca y anacrónica la de las tres millas, ha surgido en favor de los Estados el derecho unilateral de fijar, a su total arbitrio, al mar territorial, una extensión con límites no razonables. Pero al mismo tiempo mi Gobierno estima que, aunque la práctica de los distintos Estados sobre la materia no es uniforme, sí se puede considerar establecido el principio de que la extensión hasta de doce millas náuticas está aceptada por el Derecho Internacional como anchura máxima legítima del mar territorial.

Este reconocimiento fue hecho por la Comisión de Derecho Internacional de las Naciones Unidas en el Informe en que recogió y consignó de modo admirable la doctrina jurídica internacional existente sobre esta materia. Informe que sirvió de base a las deliberaciones de la Primera Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar, antes citada.



Dice textualmente la Comisión en el artículo 3.<sup>o</sup> de su Informe:

"La Comisión considera que el derecho internacional no autoriza a extender el mar territorial más allá de doce millas 18/."

Esta declaración del citado Informe es la consignación clara e indubitable de que la extensión de doce millas está reconocida y aceptada por el Derecho Internacional.

La Comisión añade:

"La Comisión, sin tomar ninguna decisión en cuanto a la anchura del mar territorial, más acá de este límite (el de las doce millas), toma nota, por una parte, de que muchos Estados han fijado una anchura superior a tres millas, y, por otra, de que muchos Estados no reconocen esa anchura si la de su mar territorial es inferior 19/."

Pero cabe observar que en cuanto a esos Estados que no reconocen esa anchura de doce millas la Comisión se limite a manifestar que toma nota de ese hecho, pero sin impartirle su aprobación jurídica. En cambio, la Comisión no vacila en consignar como principio el de que la extensión territorial de doce millas está autorizada por el derecho internacional.

Tenemos, además, un pronunciamiento más explícito de la Comisión de Derecho Internacional cuando en el párrafo 4.<sup>o</sup> de los comentarios al artículo 7.<sup>o</sup> del proyecto define las bahías y se refiere a la extensión que había de tener la línea trazada entre los dos puntos de entrada, para considerar las aguas encerradas por las mismas como aguas interiores. Dice el mencionado párrafo 4.<sup>o</sup> lo siguiente: "Por vía de ensayo, en el séptimo período de sesiones se propuso una extensión de 25 millas; de esta manera, la longitud de la línea de demarcación sería ligeramente superior al doble del límite del mar territorial declarado admisible en el párrafo 2 del artículo 3" 20/. Es decir, que el alcance y significación de lo dispuesto en el párrafo 2 del artículo 3.<sup>o</sup> del proyecto, a que antes hice referencia, lo fija y determina la propia Comisión de Derecho Internacional de las Naciones Unidas, al decir que 25 millas es ligeramente superior al doble del límite del mar territorial declarado admisible en la disposición anterior o sea ligeramente superior al doble de las doce millas.

Mi delegación, señor Presidente, consecuente con nuestra realidad nacional, que encontró su expresión en la ley por la cual la República de Panamá extendió su mar territorial a una distancia de doce millas, estima que este límite, muy razonable, debe ser establecido por la presente Conferencia como norma que regule la materia que tenemos en estudio.

---

18/ Documentos oficiales de la Asamblea General, Undécimo período de sesiones, Suplemento No. 9, párr. 33, artículo 3, párr. 2.

19/ Ibid., artículo 3, párr. 3.

20/ Ibid., artículo 7, comentario, párr. 4.

La ley panameña sobre extensión del mar territorial, aprobada en forma unánime por el Organo Legislativo pone a resguardo los intereses nacionales y en nada contradice la práctica internacional en esta materia. Práctica que no es ni ha sido nunca uniforme, como lo reconoce la propia Comisión de Derecho Internacional y que como sabemos presenta el cuadro de distintas agrupaciones de países según la extensión del mar territorial adoptada por ellos, de tres, cuatro, cinco, seis, nueve, diez, doce, y hasta doscientas millas.

Y hablo sencillamente de la práctica internacional porque Panamá tiene a orgullo cumplir en forma escrupulosa y cabal sus compromisos internacionales. Y de esa conducta vertical e invariable es de donde deriva su derecho a exigir el cumplimiento de los compromisos internacionales de que es parte.

Mi país se ha ajustado siempre en sus relaciones internacionales a los estrictos principios de la justicia y el derecho. Con un orden político interno que es la genuina expresión de la democracia representativa y de máximo respeto a la persona humana, Panamá tiene derecho a esperar que las relaciones entre los Estados se ajusten igualmente a normas jurídicas aceptables para todos ellos.

Mi delegación así hace votos muy sinceros porque esta Segunda Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Derecho del Mar logre realizar en forma plena los objetivos que nos congregan en esta sala, a fin de contribuir de este modo a asegurar que las relaciones de todos los Estados, grandes y pequeños, débiles y poderosos, se desarrollen siempre de acuerdo con las normas jurídicas y garantizar así la convivencia de los mismos dentro de un orden de paz y de sincera comprensión de los problemas que son comunes a todos los pueblos de la tierra.

Muchas gracias, señor Presidente.

M. RADOUILSKY (Bulgarie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, prenant la parole pour la première fois à la Commission, je saisis cette occasion de vous féliciter, au nom de la délégation bulgare, de votre élection. En vous élisant à l'unanimité à cette haute fonction dont vous êtes vraiment digne, la Conférence vous a témoigné sa grande estime. Je tiens à féliciter également vos collaborateurs immédiats : le Vice-Président et le Rapporteur de la Commission.

Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie, fidèle à sa politique de paix et de coopération internationale, a accepté de participer à la deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer pour contribuer à son heureuse issue et à la solution du problème de la largeur de la mer territoriale et des limites des zones de pêche.

La délégation bulgare estime que la situation internationale actuelle permet, en toute objectivité, de régler ces questions, si difficiles soient-elles, pourvu que les participants fassent preuve de bonne volonté, essaient de comprendre les intérêts des différents pays et veuillent renforcer la paix et développer la coopération entre les peuples.

Nous estimons que l'oeuvre de la première Conférence sur le droit de la mer doit être menée à terme et que les problèmes en suspens relatifs à la largeur de la mer territoriale et à la zone de pêche doivent être réglés à la présente Conférence.

Par sa résolution 1307 (XIII) du 10 décembre 1958, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de convoquer une deuxième Conférence et l'a chargée d'examiner la question de la largeur de la mer territoriale et celle des limites des zones de pêche.

Voici ce que l'on peut dire de la présente Conférence : a) elle est la suite logique de la première Conférence; b) elle est appelée à résoudre deux questions intimement liées, qui ont été assez bien définies au cours de la première Conférence; c) bien que l'on connaisse les arguments avancés pour et contre les différentes thèses, les deux questions sont complexes et difficiles car elles touchent à des intérêts vitaux des divers Etats; d) il n'y a pas d'avant-projet qui pourrait servir de base de discussion.

De la sorte, la Conférence offre de vastes possibilités de négociation et permet de rechercher, fondées sur la base du principe de la coexistence pacifique, des solutions acceptables pour tous les Etats.

La délégation bulgare est d'avis que tout Etat riverain a le droit de fixer la largeur de sa mer territoriale dans les limites de trois à douze milles. Dans sa législation, la République populaire de Bulgarie a fixé à douze milles la largeur de sa mer territoriale. Nous estimons que ce chiffre répond le mieux aux intérêts de notre pays, comme à ceux des pays qui sont apparus plus tard dans l'arène internationale en tant qu'Etats indépendants et qui ont alors commencé à faire valoir leurs droits sur la mer. A l'origine, le régime juridique de la mer territoriale a été déterminé par les besoins de la défense des Etats riverains.

Il est évident aujourd'hui qu'étant donné les immenses progrès techniques de la marine de guerre et de l'armement naval, la défense de l'Etat riverain exige une zone plus large et que la limite de douze milles, admissible en droit international, répond le mieux à cette exigence. Cet argument a encore plus de poids pour les pays qui ne possèdent pas une marine de guerre puissante pour défendre leurs côtes contre une attaque éventuelle.

L'opinion de M. Verdross, dont les ouvrages font autorité en matière de droit international, est significative à cet égard :

"Il s'ensuit que la question de la largeur des eaux territoriales demande à être réglée de nouveau. Toutefois, dans l'intervalle, il faut s'en tenir strictement à la thèse selon laquelle, la mer territoriale faisant partie du territoire terrestre de l'Etat riverain, celui-ci ne peut étendre son autorité sur ses eaux territoriales au-delà de la limite jusqu'à laquelle cette autorité peut s'exercer de la terre ferme. Ce principe, je le souligne, est antérieur à celui de la liberté des mers; ainsi les eaux territoriales ont-elles échappé dès le début aux effets de ce dernier principe. Conformément à ce principe la largeur de la mer territoriale a tout d'abord correspondu à la portée du canon. Depuis que la portée du canon s'est prodigieusement accrue, elle ne peut plus servir à déterminer la largeur des eaux territoriales, celles-ci ne pouvant s'étendre au-delà de l'espace sur lequel l'Etat riverain peut, de façon durable et régulière, exercer son autorité effective à partir de la terre ferme. En deçà de cette limite tout Etat pourra fixer lui-même la largeur de ses eaux territoriales."

M. Verdross, je dois le dire, ajoute ce qui suit :

"Toutefois aucun Etat ne peut porter atteinte à des droits établis d'autres Etats. Aucun Etat ne peut donc étendre arbitrairement ses eaux territoriales, parce que le droit qu'ont les autres Etats d'utiliser librement la haute mer s'en trouverait compromis." 21/

Le dernier alinéa que je viens de citer ne présente cependant aucun intérêt en l'occurrence étant donné que, de l'avis de la Commission du droit international, le fait de fixer la largeur de la mer territoriale jusqu'à douze milles n'enfreint pas le principe de la liberté de la haute mer; par conséquent, à condition de pouvoir y exercer son autorité effective, l'Etat riverain a le droit de donner à sa mer territoriale toute largeur qui ne dépasse pas douze milles.

D'autres intérêts importants, comme l'établissement d'un contrôle douanier et sanitaire, la juridiction civile et pénale et, surtout, l'utilisation des réserves de poisson et autres ressources de la mer, obligent l'Etat riverain à rechercher des moyens juridiques de protection. Certains Etats estiment que la meilleure façon de défendre ces intérêts serait d'établir un régime uniforme de la mer territoriale, l'Etat riverain pouvant y exercer pleinement ses droits souverains. D'autres Etats, pour sauvegarder leurs intérêts particuliers, préfèrent créer des zones spéciales.

---

21/ Alfred Verdross, Völkerrecht, Wien, 1959, p. 215.

Un des arguments habituellement avancés contre la fixation d'une limite de douze milles pour la mer territoriale est que cette limite restreindrait le principe de la libre navigation en haute mer, en d'autres termes porterait atteinte aux intérêts de la communauté internationale, qui tient à maintenir le principe de la liberté sur lequel est fondé le régime juridique de la haute mer. Cet argument ne nous paraît pas convaincant puisque tous les Etats reconnaissent aux navires marchands le droit de passage inoffensif dans leur mer territoriale. On ne voit d'ailleurs pas en quoi les intérêts des Etats seraient atteints ou la navigation internationale entravée. Cet argument, de quelque manière qu'on le présente, ne saurait être retenu contre la largeur de douze milles.

Autre argument avancé contre l'adoption de la limite de douze milles : il en résulterait des difficultés lors de la délimitation de la mer territoriale de deux Etats dont les côtes se font face lorsque la distance qui les sépare est inférieure à 24 milles. Cet argument est mal fondé lui aussi; d'une façon générale, il s'agit en effet de détroits, dont le régime est ordinairement fixé par des accords internationaux particuliers ou peut-être par voie de négociations entre les pays directement intéressés. Du reste cet argument, si l'on tient à l'invoquer, vaut tout aussi bien pour une limite de six milles.

Une limite de douze milles permet à l'Etat riverain de mieux conserver pour sa population les réserves de poissons et autres ressources biologiques de la mer, surtout lorsque les côtes sont très peuplées et que les produits de la pêche constituent la base de l'alimentation.

A la première Conférence sur le droit de la mer, certaines délégations ont soutenu que si l'on adoptait le chiffre de douze milles, cette largeur serait considérée comme un minimum et les Etats se mettraient à réclamer une largeur plus grande encore, ce qui risquerait de provoquer des frictions et des conflits entre les membres de la communauté internationale. Cette affirmation est sans fondement. Car on pourrait opposer le même argument à toute limite, de six ou de douze milles. Il est absolument évident qu'un accord sur la largeur maximum empêcherait les Etats de réclamer par la suite une extension de leur mer territoriale.

Autre objection peu convaincante élevée contre la limite de douze milles : l'inspection d'une mer territoriale plus large coûterait plus cher à l'Etat riverain. Cela peut être vrai pour certains Etats, mais cet argument ne vaut pas pour tous et ne saurait être pris au sérieux car il appartient à chaque Etat de décider de la nature et de l'ampleur de son inspection.

Tels sont, en gros, les arguments avancés contre l'une des principales propositions soumises à la Conférence. Cette proposition est ainsi conçue : "Tout Etat a le droit de fixer la largeur de ses eaux territoriales dans la limite de douze milles marins. Au cas où la largeur de ses eaux territoriales serait inférieure à douze milles, il peut établir une zone de pêche au-delà de la limite extérieure de ses eaux territoriales, étant entendu toutefois que la largeur totale des eaux territoriales et de la zone de pêche ne dépassera pas douze milles marins. Dans ladite zone, l'Etat jouit des mêmes droits que dans

ses eaux territoriales en ce qui concerne la pêche et l'exploitation des ressources biologiques de la mer." 22/

La deuxième proposition principale prévoit une mer territoriale de six milles et une zone de pêche de six milles, plusieurs variantes ayant été déposées en ce qui concerne cette dernière zone.

Commençons par analyser la formule des six milles plus six, que les droits dits historiques soient maintenus ou non. Si l'on compare cette formule à la proposition précitée, on voit qu'au fond l'une et l'autre reconnaissent les intérêts économiques exclusifs de l'Etat riverain sur une bande de douze milles de largeur en ce qui concerne la pêche et l'utilisation des autres ressources biologiques de la mer.

Quelle est la principale différence entre ces deux propositions? En vertu de la formule "six plus six", l'Etat riverain a le droit de ne pas admettre de bateaux de pêche étrangers dans sa zone de pêche, mais non de protester contre la présence dans cette zone de navires de guerre, ce qui fait peser une grave menace sur sa sécurité.

Les auteurs de cette proposition la présentent comme une concession, la largeur de la mer territoriale étant selon eux fixée à six milles. En réalité, la proposition en question confère certains avantages aux Etats qui possèdent une flotte puissante et peuvent parfois exploiter la situation contre d'autres Etats. De toute évidence, il serait infiniment plus facile à ces Etats d'opérer un débarquement, d'effectuer un bombardement d'artillerie, etc., si la mer territoriale avait six milles de largeur au lieu de douze. Il est manifeste que la formule "six plus six" repose avant tout sur des considérations militaires et non sur des considérations économiques.

On peut conclure de cette analyse que ce sont essentiellement les impératifs de la défense côtière qui déterminent la position des différents Etats sur la question de la mer territoriale. Les Etats qui accordent une importance particulière à leur sécurité ont donc de bonnes raisons de préférer la largeur de douze milles.

La délégation bulgare voit dans la proposition de l'Union soviétique la meilleure solution au problème de la largeur de la mer territoriale et à celui des limites des zones de pêche. Cette proposition tient compte des besoins particuliers et des possibilités de divers Etats et offre une gamme de combinaisons entre lesquelles chaque pays peut choisir celle qui répond le mieux à ses intérêts.

En outre, la proposition de l'URSS n'impose à aucun Etat une solution désavantageuse mais permet à tous les Etats, séparément ou conjointement, d'adopter la solution la plus rationnelle dans un cadre admissible en droit international. Cette proposition vise à renforcer la paix et la coopération entre les peuples.

---

22/ Documents officiels de la Deuxième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, annexes, document A/CCNF.19/C.1/L.1.

Nul n'ignore l'échec de la tentative que plusieurs Etats ont faite en 1930 à la Conférence de La Haye en vue de fixer la largeur de la mer territoriale à trois milles sur tous les continents et pour tous les Etats malgré les lois nationales et la pratique internationale. Cet échec a été dû surtout à l'impossibilité de fixer une largeur unique sans porter atteinte aux intérêts vitaux de nombreux Etats.

Cela a encore été confirmé à la première Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer. Dès lors devons-nous essayer de fixer une largeur unique pour la mer territoriale - formule souhaitable à première vue - ou faut-il rechercher la solution qui réponde le mieux aux réalités et qui tienne le plus grand compte des intérêts de tous les Etats?

Pour notre part, nous sommes enclins à penser que la deuxième méthode est la plus sûre et qu'elle permettrait à la Conférence de parvenir à une solution acceptable pour tous les Etats.

Nous sommes profondément convaincus que l'esprit de coopération prévaudra à la présente Conférence et que nous nous emploierons tous à rechercher des solutions justes et raisonnables. Pour cela il faut seulement de la bonne volonté car il n'existe pas vraiment de problème insoluble pour des hommes de bonne volonté qui désirent trouver des solutions acceptables pour tous.